



MINISTÈRE
DE L'ACTION ET DES
COMPTES PUBLICS

Le budget de l'État voté pour 2018

en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



**Le budget
de l'État voté
pour 2018**
en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



Évaluation des recettes perçues par l'État en 2018

(art. 57 de la loi de finances initiale pour 2018)

en millions €

RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Impôt sur le revenu (produit net)	72 550
Impôt sur les sociétés (produit net)	25 869
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13 566
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	154 564
Autres contributions fiscales	20 056
Total des recettes fiscales nettes (A)	286 605

RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Dividendes et recettes assimilées	5 071
Produits du domaine de l'État	2 440
Produits de la vente de biens et services	1 113
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	461
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	1 582
Divers	2 565
Total des recettes non fiscales (B)	13 232

RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B) 299 837

PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	<i>40 347</i>
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	<i>19 912</i>
Total des prélèvements sur recettes (C)	60 259

FONDS DE CONCOURS (D) 3 332

TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D) 242 910

BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours) 2 370

COMPTES SPÉCIAUX 205 887

Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2018

(art. 57 de la loi de finances initiale pour 2018)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL

RESSOURCES

Recettes fiscales brutes	406 573
À déduire : Remboursements et dégrèvements	119 967
Total des recettes fiscales nettes [*]	286 605
Recettes non fiscales	13 232
Recettes résultant de fonds de concours	3 332
À déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne	60 259
Total des ressources nettes du budget général (A)	242 910

CHARGES

Dépenses relatives aux missions	446 248
Dépenses correspondant aux fonds de concours	3 332
À déduire : Remboursements et dégrèvements	119 967
Total des charges nettes du budget général (B) [*]	329 612
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C=A-B)	- 86 702

BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	2 370
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	2 362
Solde des budgets annexes (D)	8

COMPTES SPÉCIAUX

RESSOURCES

Ressources affectées (aux comptes d'affectation spéciale)	77 662
Remboursements des prêts et avances (comptes de concours financiers)	128 225
Excédent net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	107
Ressources totales des comptes spéciaux (E)	205 994

CHARGES

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	75 581
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	129 392
Charges des comptes spéciaux (F)	204 973
Solde des comptes spéciaux (G = E-F)	1 021

SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C+D+G)	- 85 673
--	-----------------

[*] Le montant est arrondi au million d'euros, ce qui explique qu'il n'est pas égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

Crédits de paiement ouverts par mission en 2018 *

(art. 58, 59 et 60 de la loi de finances initiale pour 2018)

en millions €

MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Action et transformation publiques	20
Action extérieure de l'État	3 001
Administration générale et territoriale de l'État	2 757
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	3 429
Aide publique au développement	2 701
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2 461
Cohésion des territoires	17 227
Conseil et contrôle de l'État	664
Crédits non répartis	124
Culture	2 937
Défense	42 551
Direction de l'action du Gouvernement	1 480
Écologie, développement et mobilité durables	11 309
Économie	1 865
Engagements financiers de l'État	41 777
Enseignement scolaire	71 558
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 859
Immigration, asile et intégration	1 381
Investissements d'avenir	1 080
Justice	8 722
Médias, livre et industries culturelles	555
Outre-mer	2 067
Pouvoirs publics	992
Recherche et enseignement supérieur	27 669
Régimes sociaux et de retraite	6 332
Relations avec les collectivités territoriales	3 662
Remboursements et dégrèvements	119 967
Santé	1 376
Sécurités	19 753
Solidarité, insertion et égalité des chances	19 651
Sport, jeunesse et vie associative	959
Travail et emploi	15 362

Total pour le budget général (A)

446 248

MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	2 132
Publications officielles et information administrative	173
Total pour les budgets annexes (B)	2 305

MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Aides à l'acquisition de véhicules propres	388
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 337
Développement agricole et rural	136
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 633
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	582
Participation de la France au désendettement de la Grèce	167
Participations financières de l'État	5 000
Pensions	58 411
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	383
Transition énergétique	7 184
Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)	75 581

MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	16 578
Avances à l'audiovisuel public	3 895
Avances aux collectivités territoriales	107 064
Prêts à des États étrangers	1 655
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	200
Total pour les comptes de concours financiers (D)	129 392

TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours	3 389
---	--------------

Dont :

- missions du budget général	3 332
- missions de budgets annexes	57

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)**656 915**

* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2018, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.



Plafonds des autorisations d'emplois pour 2018 *

(art. 62 de la loi de finances initiale pour 2018)

EMPLOIS INSCRITS AU BUDGET GÉNÉRAL (répartis par ministère)

Action et comptes publics	126 536
Agriculture et alimentation	30 362
Armées	274 580
Cohésion des territoires	573
Culture	11 148
Économie et finances	13 137
Éducation nationale	1 021 721
Enseignement supérieur, recherche et innovation	8 016
Europe et affaires étrangères	13 530
Intérieur	287 325
Justice	84 969
Outre-mer	5 525
Services du Premier ministre	11 536
Solidarités et santé	9 938
Transition écologique et solidaire	40 805
Travail	9 251
Total pour le budget général	1 948 952

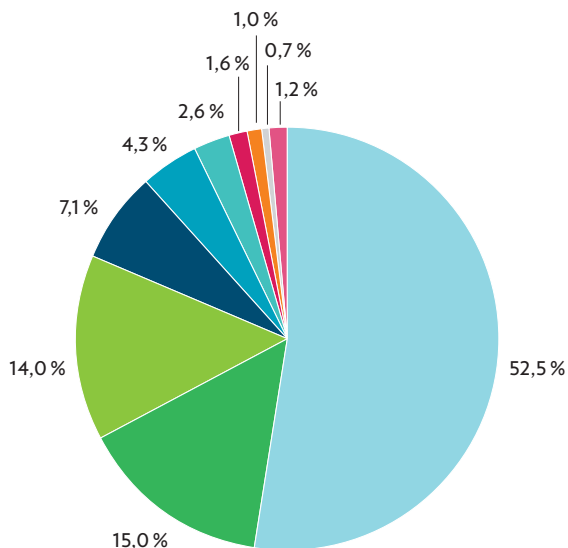
BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	10 677
Publications officielles et information administrative	704
Total pour les budgets annexes	11 381

TOTAL GÉNÉRAL	1 960 333
----------------------	------------------

* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;
- par budget annexe.

Répartition des 1 960 333 emplois de l'État autorisés pour 2018 *

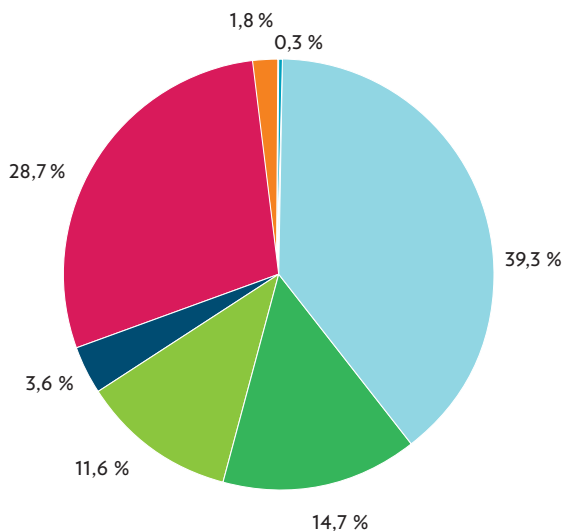


- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (1029,7)
- Intérieur et outre-mer (292,8)
- Armées (274,6)
- Économie, finances, actions et comptes publics (139,7)
- Justice (85)
- Transition écologique et transports (51,5)
- Agriculture et alimentation (30,4)
- Affaires sociales, santé et travail (19,2)
- Europe et affaires étrangères (13,5)
- Autres ministères (23,9)

* Dans la légende du graphique, le dénombrement des emplois de chaque ministère figurant entre parenthèses est exprimé en milliers d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).

Outre les 1 960 333 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, près de 404 500 ETPT des opérateurs de l'État (art. 63 de la loi de finances initiale pour 2018), notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 163 000), ceux des établissements publics de recherche (75 000), ceux de Pôle emploi (46 500), ainsi que ceux des secteurs de la culture (14 400) et de l'agriculture, agroalimentaire et forêt (14 300).

Analyse par nature des charges budgétaires de l'État pour 2018 *



- Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics (1,0)
- Titre 2 : Dépenses de personnel (139,8)
- Titre 3 : Dépenses de fonctionnement (52,2)
- Titre 4 : Charges de la dette de l'État (41,2)
- Titre 5 : Dépenses d'investissement (12,9)
- Titre 6 : Dépenses d'intervention (101,9)
- Titre 7 : Dépenses d'opérations financières (6,4)

* Selon les titres définis par l'art. 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Dans la légende du graphique, les montants figurant entre parenthèses sont exprimés en milliards d'euros.

Le présent graphique répartit entre titres 355,4 milliards d'euros de dépenses autorisées, qui correspondent au total des crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2018 au budget général (446,2 Md€) et sur comptes d'affectation spéciale (75,6 Md€), diminué de 120 milliards d'euros de dépenses de remboursements et dégrèvements d'impôts et de 46,4 milliards d'euros de crédits inscrits à la fois au budget général et au compte d'affectation spéciale relatif aux Pensions.

Rédaction : Bureau des lois de finances, direction du Budget
Maquette : Sircom - Janvier 2018

